

Sommaire

P1 : Editorial

P2 : La CSCI à la COP 15, leadership affiché du plaidoyer de la résilience climatique

P3 : Les enjeux des partenariats CSCI-ANADER, CSCI-ONEG, CSCI-Université Felix Houphouët Boigny

P4 : Validation de 3 documents de stratégies en vue de booster le plaidoyer de la résilience communautaire à l'érosion côtière et à la dégradation des parcs

P6 : 26 sous-préfets et 9 élus locaux du littoral impliqués pour l'atteinte des objectifs de Benkadi

P5-6 : 108 membres des coordinations régionales de la CSCI prêts pour le service

Editorial

La CSCI à l'ère du Civic Tech, une plus-value pour le contrôle citoyen de l'action publique

La Convention de la Société Civile Ivoirienne a plus que jamais amorcé sa politique de digitalisation. Ce qui lui permet de maintenir le contact avec le public mais surtout d'interagir au quotidien avec les parties prenantes de ses projets comme c'est le cas avec le projet de plaidoyer pour l'amélioration des politiques publiques sur le changement climatique en matière d'atténuation et d'adaptation aux effets de l'érosion côtière et de la dégradation des aires protégées.



Mahamadou KOUMA, coordonnateur national de la Convention de la Société Civile Ivoirienne

La Lettre du Citoyen

Spécial projet BENKADI

Convention de la Société
Civile Ivoirienne (CSCI)

Abidjan Cocody - Angré, 8^{ème}
Tranche, en face des
Résidences Dippoka
06 BP2768 Abidjan 06,
Tel. : (+225) 27 22 42 49 31 /
60 78 / 61 48
Cél : 07 67 79 29 63

Site web : www.csci.group
Emails : csci@csci.group
convention225@gmail.com

Nous suivre sur
Twitter: @csci225
Facebook: @societecivile225
You Tube : csci convention de
la société civile ivoirienne

Directeur de publication
Mahamadou Kouma
Cordonateur National CSCI

Rédactrice en Chef : De Laure
Nesmon PIE
Experte Communication et
Plaidoyer Csci/Benkadi

Contrairement à la pensée commune, la digitalisation n'impacte pas uniquement les entreprises. Elle concerne aussi la société civile. Ces dernières années la Convention de la Société Civile Ivoirienne a épousé la pratique. Non seulement cela lui vaut de rester au contact de ses membres, mais bien plus au contact des parties prenantes. C'est le cas avec la mise en œuvre du projet Benkadi. L'animation de blog dédié aux initiatives des organisations de la société civile en lien avec la résilience aux changements climatiques permet de référencer en ligne le travail des acteurs mais surtout d'amplifier leurs

recommandations. De plus, la création de groupes WhatsApp dédiés à chaque catégorie de parties prenantes facilite et améliore les échanges entre elles, mais aussi entre elles et l'équipe projet. En Côte d'Ivoire, Benkadi dispose d'un groupe WhatsApp pour les Sous-Préfets de ses zones de même que les élus locaux du littoral. Par élus locaux, il faut surtout entendre, les mairies et les conseils régionaux. Les coordinations régionales et les 20 organisations partenaires de mise en œuvre du projet Benkadi n'échappent pas à ce processus.

A suivre

Suite...

La CSCI a, en outre, intégré la diffusion en direct sur les réseaux sociaux de ses activités qui ciblent le grand public. Ainsi, les cérémonies d'ouverture d'activités phares ou encore les communiqués de l'organisation dans le cadre de Benkadi bénéficient d'une diffusion en direct sur sa page Facebook avec relai dans les différents groupes WhatsApp d'organisations membres ou non.

Désormais les pré-test et post-test de nos activités de formation et de sensibilisation des cibles se font par formulaire en ligne, ce qui renforce notre système de suivi-évaluation afin d'analyser les gaps et d'apporter notre contribution le cas échéant.

Nous notons cette approche, inscrite dans

la stratégie de communication, comme plus-value dans la mesure où elle permet la comptabilité de nos actions. Ainsi, la tournée d'information réalisée dans 43 villages du projet Benkadi a atteint à elle seule 27 448 personnes en ligne. Nous recevons des messages d'internautes qui découvrent au détour d'un partage de publication nos activités. Ce feedback est pour nous à capitaliser.

La CSCI reste toutefois consciente de ses défis en termes de digitalisation. C'est pourquoi nos perspectives sont d'animer davantage les plateformes en ligne où nous sommes moins présents afin d'aller vers plus de personnes connectées et renforcer pour ainsi dire, le contrôle citoyen de l'action publique.

2

La CSCI à la COP 15, leadership affiché du plaidoyer de la résilience climatique

En participant à la COP 15 portant sur la désertification et la sécheresse en Côte d'Ivoire du 09 au 20 mai 2022 au côté de ses pairs du Consortium Benkadi, la Convention de la Société Civile Ivoirienne se positionne au rang d'organisations leaders du plaidoyer de la résilience climatique.



Oscar Gaguy, chef projet Benkadi lors du side event Benkadi à la COP15

N'en déplaise aux climato sceptiques, l'heure n'est plus à la tergiversation. Et la Convention de la Société Civile Ivoirienne (CSCI) l'a bien compris. Sa participation à la 15e Conférence des Parties sur la désertification et la sécheresse a permis de rappeler le constat d'une insuffisance de plans climats dans les localités abritant les parcs nationaux.

Pour la CSCI, il est nécessaire que les régions et les mairies élaborent et exécutent des plans climat genrés et inclusifs en vue de préserver les parcs nationaux. Ces plans devront organiser la résilience des femmes, des jeunes et des personnes vivant avec un handicap en prenant en compte leurs besoins afin de préserver les parcs nationaux des agressions qu'ils subissent. Pour la CSCI, la promotion de l'agriculture durable est également une nécessité.

La faitière de la société civile ivoirienne a

également pris une part active au side event proposé par le Consortium Benkadi et accepté dans l'agenda officiel. Cette activité parallèle au programme officiel a permis d'insister sur la question du Plaidoyer et des outils pour l'amélioration de la gestion durable des terres au sahel pour la résilience des communautés aux chocs climatiques. Au cœur des enjeux, les initiatives de restauration communautaire, la résilience des communautés sahéliennes par la régénération naturelle assistée de même que la gouvernance des forêts comme niveau de restauration des terres dans les régions arides d'Afrique.

Ce cadre d'échanges a été une occasion pour la CSCI d'interagir avec les autres participants sur les collaborations multi-acteurs et le financement des communautés pour la restauration des terres.



Les enjeux des partenariats CSCI-ANADER, CSCI-ONEG, CSCI-Université Felix Houphouët Boigny

Faire face aux effets néfastes des changements climatiques requiert un volet scientifique. La CSCI fait sienne cette démarche qualité.



Le coordonnateur national de la CSCI et le directeur de l'ANADER immortalisant l'événement



Le coordonnateur national de la CSCI et le représentant de la Coordinatrice de l'ONEG lors de la signature de Convention

A l'heure où le défi de la collaboration entre la société civile et les instituts de recherches et autres creusets d'expertises se pose avec acuité, la CSCI met les bouchées double à travers la signature de convention avec trois institutions de renom. Ce sont : l'Université Félix Houphouët Boigny, l'Agence Nationale de Développement Economique et Rurale (ANADER) et l'Observatoire National de l'Equité et du Genre (ONEG). En prenant l'initiative de ces conventions, la CSCI vise l'atteinte des objectifs du projet et la production d'évidences.

En effet, l'ANADER a des représentations régionales et départementales. Elle a fait un zonage du territoire avec des techniciens supérieurs. En leur confiant certaines activités techniques du projet, comme la formation à l'agriculture durable et notamment au compostage, la CSCI tire profit de l'expertise de l'ANADER afin de mieux accompagner les bénéficiaires.

La formation sur le compostage répond, par exemple, à la baisse de la productivité du fait des changements climatiques. Et au cours de la tournée d'information de nos équipes dans les 45 villages considérés comme des zones d'intervention du projet, les paysannes et les paysans ont pour la plupart exprimé le besoin de formation en vue d'améliorer leur rendement.

Les études de base du projet font également état de l'usage de l'agriculture extensive. Autrement dit, les populations riveraines des parcs nationaux peuvent être amenées d'entrer dans ces aires protégées à la recherche de terre fertile.

Ajoutons que par ce partenariat, la CSCI

répond surtout aux besoins exprimés par les paysannes et les paysans au cours de la tournée d'information, c'est-à-dire, renforcer leur système de production. Le projet Benkadi étant un projet de plaidoyer, donc un projet qui vise le changement des pratiques, la CSCI espère que 20% des paysannes et paysans formés adopteront ensuite une technique agricole durable et résiliente. Nous estimons que, par conséquent, cela peut contribuer à la conservation des parcs.

En outre, l'inclusion des jeunes, des femmes et des personnes vivant avec un handicap est un volet important du projet. Ainsi, comme avec l'ANADER, la CSCI a procédé à une signature de contrat de prestation avec l'Observatoire national de l'équité et du genre (ONEG). De fait, la faïtière mise sur l'Observatoire pour accompagner le processus de mise en œuvre du projet Benkadi, en matière de prise en compte de la dimension genre. Cela, d'autant plus que, l'ONEG évalue la mise en œuvre des engagements internationaux en matière d'équité et d'égalité entre les sexes et rassemble d'importantes données, recherches et analyses sur l'égalité du genre et la situation des femmes à tous les niveaux de la vie économique, sociale, culturelle, environnementale et politique sur le plan national et international.

Enfin, avec l'université Félix Houphouët Boigny, il s'agit surtout d'appuyer la CSCI dans l'accompagnement des communautés côtières. Concrètement l'université a à produire des modules à l'attention des formateurs du projet sur les techniques de résilience à l'érosion côtière.



Royaume des Pays-Bas

Validation de 3 documents de stratégies en vue de booster le plaidoyer de la résilience communautaire à l'érosion côtière et à la dégradation des parcs

Qui veut aller loin ménage sa monture. C'est ce que fait la Convention de la Société Civile Ivoirienne en validant trois documents de stratégies du projet Benkadi. Il s'agit notamment des stratégies de plaidoyer, de communication et de genre et inclusion. Ces documents ont été validés par l'équipe projet, les partenaires de mise en œuvre, les membres du comité de pilotage, et trois personnes ressources.

Qui veut aller loin ménage sa monture. C'est ce que fait la Convention de la Société Civile Ivoirienne en validant trois documents de stratégies du projet Benkadi. Il s'agit notamment des stratégies de plaidoyer, de communication et de genre et inclusion. Ces documents ont été validés par l'équipe projet, les partenaires de mise en œuvre, les membres du comité de pilotage, et trois personnes ressources.

L'enjeu est de conduire Benkadi Côte d'Ivoire vers la réussite de ses actions politiques. Ainsi quatre problèmes clés ont été identifiés au niveau national. Il s'agit de l'absence de décret d'application de la loi de 2017 sur le littoral et de la non prise en compte du genre comme

rapport de pouvoir entre les personnes selon leur âge et selon leur situation de handicap ou non dans la stratégie nationale genre et changement climatique. A cela il faut ajouter l'insuffisance de plans climats au niveau des régions et districts et l'occupation et enfin l'exploitation illégale des parcs nationaux, l'exploitation abusive de sables marins et destructions de la flore marine. Ces problèmes identifiés feront objet de notes de plaidoyer à adresser aux cibles clés. Ces questions méritent une attention particulière et l'attention de tous. C'est pourquoi la CSCI ne compte pas relâcher d'ardeur dans sa quête de synergie pour les aborder.



Photo de famille de l'atelier de validation des documents de stratégies du projet Benkadi en avril 2022



Royaume des Pays-Bas

26 sous-préfets et 9 élus locaux du littoral impliqués pour l'atteinte des objectifs de Benkadi

La Convention de la Société Civile Ivoirienne à travers le projet Benkadi vise obtenir d'ici à 2025 des décisions de la part des autorités locales allant dans le sens de la gouvernance climatique inclusive. Alors l'implication des sous-préfets et des élus locaux revêt un enjeu capital.

5



Les sous-préfets pendant l'atelier d'échanges sur les marqueurs de progrès, le 15 juin 2022 à Yamoussoukro



photo de famille avec les élus locaux (maires, conseillers régionaux) ou leurs représentants lors de l'atelier de Yamoussoukro le 16 juin 2022.

La CSCI a opté pour l'organisation de deux ateliers consécutifs pour échanger avec les décideurs locaux. Le bon point est que 100 % des sous-préfets ciblés ont répondu présent le 15 juin 2022 et ils ont contribué efficacement aux échanges et à la validation des marqueurs de progrès. Cela a été possible grâce à l'implication effective du ministère de l'intérieur et de la sécurité. L'idée est d'exécuter certaines activités identifiées conjointement avec les Sous-Préfets en 2022 et programmer les autres activités dans le PTBA 2023.

La même activité s'est déroulée le lendemain avec les élus locaux, notamment les conseillers municipaux représentant les maires et les conseillers régionaux des localités côtières. Il faut surtout noter la présence effective du maire de Sassandra.

108 membres des coordinations régionales de la CSCI prêts pour le service

L'implémentation du projet Benkadi dans les 15 régions identifiées nécessite un suivi méticuleux sur le terrain. Pour ce faire, la CSCI booste ses représentants locaux.

108 membres des coordinations régionales des 15 régions Benkadi ont vu leurs capacités renforcées sur les thématiques du projet, entre autres, sur les changements climatiques, l'approche genre et inclusion dans la mise en œuvre du projet de même que sur des techniques de communication en milieu communautaire et les outils de suivi-évaluation, du 23 au 28 mai 2022. Ce renforcement des capacités des parties prenantes contribue à la compréhension unique et collective du projet en vue de sa réalisation efficace et efficiente.

La rencontre a enregistré 75% des cibles attendues.

Dans le jargon de Benkadi, ces décideurs locaux sont des partenaires limitrophes. C'est-à-dire des entités qui sont à proximité des communautés visées par le projet et donc à même de contribuer à influencer positivement. La désignation partenaires limitrophes est un élément de la cartographie des incidences. A l'instar de la Gestion Axée sur les Résultats (GAR), la cartographie des incidences est une approche de suivi évaluation de plus en plus recommandée. La CSCI se met ainsi au diapason des pratiques innovantes en matière de gestion de projet. Cette expérience pourra être capitalisée dans la conduite des missions de la CSCI en matière de suivi des politiques publiques.

En effet, les missions confiées aux coordinations régionales des zones Benkadi sont d'un enjeu capital. Il s'agit, entre autres, d'organiser des rencontres de concertations avec les décideurs locaux, d'assurer le suivi des indicateurs auprès des communautés cibles vivant aux abords des parcs nationaux et dans les zones côtières.



Royaume des Pays-Bas

La coordinatrice de la CSCI dans le Hambol au micro des journalistes en marge de la formation



6



Une vue de la séance de formation avec les membres de la coordination régionale CSCI de la Nawa

Photo de famille à la fin de la formation avec les membres de la coordination régionale CSCI du Worodougou



Royaume des Pays-Bas